

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux

Numéro de dossier : M200804_00010_RAAT
 Norme méthodologique employée : AFNOR NFX 46-020
 Date du repérage : 28/08/2017
 Heure d'arrivée : 10 h 45
 Durée du repérage : 01 h 00

Objet de la mission : La présente mission concerne le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux conformément à l'art. R4412-97 du Code du Travail. L'exécution de la mission de repérage et le présent rapport sont réalisés conformément à la norme NFX 46-020.

Note : Les résultats de ce rapport ne se rapportent qu'au parti de l'immeuble bâti pour lesquels la mission a été confiée à l'opérateur de repérage et dans celles-ci uniquement aux éléments de la construction uniquement accessible lors de l'intervention de l'opérateur de repérage.

Le présent document ne peut être reproduit que dans son intégralité, annexes incluses.

Désignation du ou des immeubles bâtis

Adresse : RCEA - RN80 Pont SNCF au PK 385+010 71100 SAINT REMY	Référence cadastrale : Numéro de lot de copropriété : Périmètre de repérage : Non communiquée Non communiqué Ensemble de l'ouvrage (parties accessibles sans démontage)
--	---

Identification du propriétaire

Nom et prénom : Adresse :	SNCF Réseau 15-17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
------------------------------	--

Identification du donneur d'ordre

Qualité du donneur d'ordre : <i>Sur déclaration de l'intéressé</i> Nom et prénom : Adresse :	Maitre d'ouvrage DREAL Bourgogne-Franche-Comté Service Transports & Mobilités TEMIS – Technopole Microtechnique et Scientifique BP 1269 25005 BESANCON
---	---

Programme de travaux

Interventions diverses sur les matériaux diagnostiqués

Désignation de l'opérateur de diagnostic

Nom et prénom : Nom de l'entreprise : Adresse : Numéro SIRET :	Guillaume DELASTRE AED amiante & environnement 504, rue Nationale 69400 VILLEFRANCHE SUR S. 805 146 792 00017	Désignation de la compagnie d'assurance : Numéro de police et date de validité : AXA 4869863004 / 31/12/17
---	--	---

Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	Guillaume DELASTRE	Diagnostiqueur	DEKRA Certification	Obtention : 22/03/17 Échéance : 20/11/19 N° de certification : DTI2751
Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	Guillaume DELASTRE	Diagnostiqueur	DEKRA Certification	Obtention : 22/03/17 Échéance : 20/11/19 N° de certification : DTI2751

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Sommaire

A. - Conditions de réalisation du repérage	2
B. - Désignation du laboratoire ayant effectué des analyses	2
C. - Conclusions du rapport	3
D. - Résultats détaillés du repérage	4
E. - Annexes au rapport	6
E.1 - Annexe - Consignes générales de sécurité	6
E.2 - Annexe - Fiche d'identification et de cotation des prélèvements.....	7
E.3 - Annexe - Procès Verbaux d'analyse.....	8
E.4 - Annexe - Planches de repérage.....	11

A. - Conditions de réalisation du repérage

Date du repérage : **28/08/2017**

Durée du repérage : **01 h 00**

Type de bâtiment : **Ouvrage d'art routier sur voie SNCF**

Représentant du propriétaire (accompagnateur) : **M. Pierre GUILLERME (SNCF)**

Procédures de prélèvements utilisés :

Conformément à la norme NF X 46-020, seront appliquées les conditions de prélèvement des matériaux définis dans l'annexe B de la norme.

Programme de repérage :

Le programme de repérage est défini par l'annexe A de la norme NF X 46-020 de décembre 2008.

Documentation demandée :

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Non
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Rapport d'insepection Cerema n° C15LA0275 d'août 2015
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Non

Autres documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Plans projet

Ecart par rapport à la norme :

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision de décembre 2008.

Ecart par rapport aux conditions de prélèvement :

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

B. - Désignation du laboratoire ayant effectué des analyses

Nom du laboratoire : **EUROFINS**

Adresse : **4, Chemin des Maures
33170 GRADIGNAN**

Accréditation Cofrac : **COFRAC 1-5840, PCA AB1609, IPAC L0705**

C. – Conclusions du rapport

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré :

- des matériaux et produits contenant de l'amiante.
- des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante. Après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Il est impératif d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits amiantés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

Listes des matériaux et produits contenant de l'amiante :

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)
Pont (partie sur voie SNCF)	<u>Identifiant:</u> M0002-P0002 <u>Description:</u> Coffrages perdus fibreux entre les poutres	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)

Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse :

Localisation	Identifiant + Description
Pont (partie sur voie SNCF)	<u>Identifiant:</u> M0001-P0001 <u>Description:</u> Feuilletage métallique poutres + peinture
	<u>Identifiant:</u> M0003-P0003 <u>Description:</u> Béton des plaques d'enrobage poutres
	<u>Identifiant:</u> M0004-P0004 <u>Description:</u> Béton + enduit des culées
Pont (partie routière)	<u>Identifiant:</u> M0005-P0005 <u>Description:</u> Métal et peinture des garde-corps
Pont (partie sur voie SNCF)	<u>Identifiant:</u> M0006-P0006 <u>Description:</u> Béton des longrines


D. - Résultats détaillés du repérage

Liste des locaux visités :

Pont (partie sur voie SNCF),

Pont (partie routière)


Listes des matériaux et produits contenant de l'amiante :



Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Photo
Pont (partie sur voie SNCF)	<u>Identifiant:</u> M0002-P0002 <u>Description:</u> Coffrages perdus fibreux entre les poutres	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	

Listes des matériaux pour lesquels il n'a pas été possible de conclure à la présence ou absence d'amiante :

Localisation	Identifiant + Description	Justification de non prélèvement	Photo
Néant	-		

Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse :

Localisation	Identifiant + Description	Photo
Pont (partie sur voie SNCF)	<u>Identifiant:</u> M0001-P0001 <u>Description:</u> Feuilletage métallique poutres + peinture	
	<u>Identifiant:</u> M0003-P0003 <u>Description:</u> Béton des plaques d'enrobage poutres	
	<u>Identifiant:</u> M0004-P0004 <u>Description:</u> Béton + enduit des culées	

Pont (partie routière)	<u>Identifiant:</u> M0005-P0005 <u>Description:</u> Métal et peinture des garde-corps	
Pont (partie sur voie SNCF)	<u>Identifiant:</u> M0006-P0006 <u>Description:</u> Béton des longrines	

Listes des matériaux et produits reconnus visuellement ne contenant pas d'amiante :

Localisation	Identifiant + Description	Photo
Néant	-	

Liste des locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Justification
Néant	-	

Fait à SAINT REMY, le 28/08/2017

Par : Guillaume DELASTRE



E. - Annexes au rapport

E.1 - Annexe - Consignes générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique « amiante » et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10-2 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés. Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation. Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs. Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe I du présent arrêté.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre). Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A. - Consignes générales de sécurité (visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante)

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. - Consignes générales de sécurité (relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante)

Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux. Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Élimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées. Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés. Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Élimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

E.2 - Annexe - Fiche d'identification et de cotation des prélèvements

Identifiant et prélèvement	Localisation matériau	Composant de la construction	Parties du composant	Description
M0001-P0001	Pont (partie sur voie SNCF)	Poutres et charpentes (périphériques et intérieures)	Peintures intumescentes	<p>Feuilletage métallique poutres + peinture</p> <p>Localisation prélèvement: Pont (partie sur voie SNCF), côté mur en retour Chalon sur Saône-Marseille</p> <p>Ref Laboratoire: 17K027258-001</p> <p>Commentaires Laboratoire: Calcination et/ou attaque acide</p> <p>Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)</p>
M0002-P0002	Pont (partie sur voie SNCF)	Plafonds	Coffrages perdus (fibres-ciment)	<p>Coffrages perdus fibreux entre les poutres</p> <p>Localisation prélèvement: Pont (partie sur voie SNCF), côté mur en retour Chalon sur Saône-Marseille</p> <p>Ref Laboratoire: 17K027258-002</p> <p>Commentaires Laboratoire: Calcination et/ou attaque acide</p> <p>Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)</p>
M0003-P0003	Pont (partie sur voie SNCF)	Plafonds	Panneaux collés ou vissés	<p>Béton des plaques d'enrobage poutres</p> <p>Localisation prélèvement: Pont (partie sur voie SNCF), côté mur en retour Chalon sur Saône-Marseille</p> <p>Ref Laboratoire: 17K027258-003</p> <p>Commentaires Laboratoire: Calcination et/ou attaque acide</p> <p>Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)</p>
M0004-P0004	Pont (partie sur voie SNCF)	Murs et cloisons	Enduits projetés	<p>Béton + enduit des culées</p> <p>Localisation prélèvement: Pont (partie sur voie SNCF), côté mur en retour Chalon sur Saône-Marseille</p> <p>Ref Laboratoire: 17K027258-004</p> <p>Commentaires Laboratoire: Calcination et/ou attaque acide</p> <p>Analyse à réaliser: Toutes</p>

				les couches (1 à 1)
M0005-P0005	Pont (partie routière)	Poteaux (périphériques et intérieurs)	Peintures intumescents	<p>Métal et peinture des garde-corps</p> <p>Localisation prélèvement: Pont (partie routière), côté Marseille</p> <p>Ref Laboratoire: 17K027258-005</p> <p>Commentaires Laboratoire: Calcination et/ou attaque acide</p> <p>Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)</p>
M0006-P0006	Pont (partie sur voie SNCF)	Poutres et charpentes (périphériques et intérieures)	Enduits projetés	<p>Béton des longrines</p> <p>Localisation prélèvement: Pont (partie routière) côté Marseille</p> <p>Ref Laboratoire: 17K027258-006</p> <p>Commentaires Laboratoire: Calcination et/ou attaque acide</p> <p>Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)</p>

E.3 - Annexe - Procès Verbaux d'analyse



Eurofins Environment Testing Polska Sp. z o.o.

**EUROFINS ANALYSES POUR LE
BATIMENT SUD-OUEST**

Laboratoire
4 Chemin des Maures
33170 GRADIGNAN

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-17-RI-012242-01

Version du : 04/09/2017 13:00

Page 1/2

Dossier N° : 17RI020346

Date de réception : 01/09/2017

Référence dossier : 17K027258 - Dossier: M200804_00010

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	17K027258-001 - P0001 - Poutres et charpentes (peripheriques et interieures) - Peintures intumescentes - Feuilletage metallique poutres + peinture - Pont (partie sur voie SNCF)	Matériau semi-dur (marron)	MET	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002 (1)	17K027258-002 - P0002 - Plafonds - Coffrages perdus (fibres-ciment) - Coffrages perdus fibreux entre les poutres - Pont (partie sur voie SNCF)	Matériau semi-dur (gris) + (blanc)	MET	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
003	17K027258-003 - P0003 - Plafonds - Panneaux colles ou visées - Beton des plaques d'enrobage poutres - Pont (partie sur voie SNCF)	Matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	MET	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
004	17K027258-004 - P0004 - Murs et cloisons - Enduits projetés - Beton + enduit des cuées - Pont (partie sur voie SNCF)	Matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	MET	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
005	17K027258-005 - P0005 - Poteaux (peripheriques et interieurs) - Peintures intumescentes - Metal et peinture des garde-corps - Pont (partie routiere)	Matériau de type peinture (vert) ; matériau de type peinture (noir) ; matériau de type peinture (orange) ; matériau semi-dur (marron)	MET	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document ne sont pas couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole "°".

Eurofins Environment Testing Polska Sp. z o.o.
Al. Wojska Polskiego 90
82-200 Malbork, POLSKA



AB 1609



Eurofins Environment Testing Polska Sp. z o.o.

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-17-RI-012242-01

Version du : 04/09/2017 13:00

Page 2/2

Dossier N° : 17RI020346

Date de réception : 01/09/2017

Référence dossier : 17K027258 - Dossier: M200804_00010

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
006	17K027258-006 - P0006 - Poutres et charpentes (peripheriques et interieures) - Enduits projetes - Beton des longrines - Pont (partie sur voie SNCF)	Matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	MET	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

MET : Détermination Fibres d'amiante. Traitement par calcination et/ou par attaque acide. Détection et identification par Microscopie Electronique à Transmission équipée d'un Analyseur en dispersion d'énergie des rayons X (MET) réalisée à partir de la norme : NF X 43-050: Janvier 1996.

NB 1 : Les informations de traçabilité sont disponibles sur demande. Il est à noter que ce rapport en français est une copie de la version originale du rapport en langue polonaise et stockée en interne par le laboratoire.

NB 2 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 3 : Le prélèvement relève de la responsabilité du client.

NB 4 : Le laboratoire a validé sa limite de détection. Il garantit de donner un résultat positif pour les fibres recherchées si leur teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0,1% en masse.

NB 5 : La portée d'accréditation du laboratoire est référencée sous le n° AB 1609 et est disponible sur <https://pca.gov.pl/>.

Observation(s) échantillon(s)

- (1) La teneur en fibres d'amiante détectée est proche de la limite de détection. Plusieurs prises d'essais ont été réalisées et ont permis de confirmer cette teneur.

Validé et approuvé par :



Paulina Suchocka
Chef d'équipe

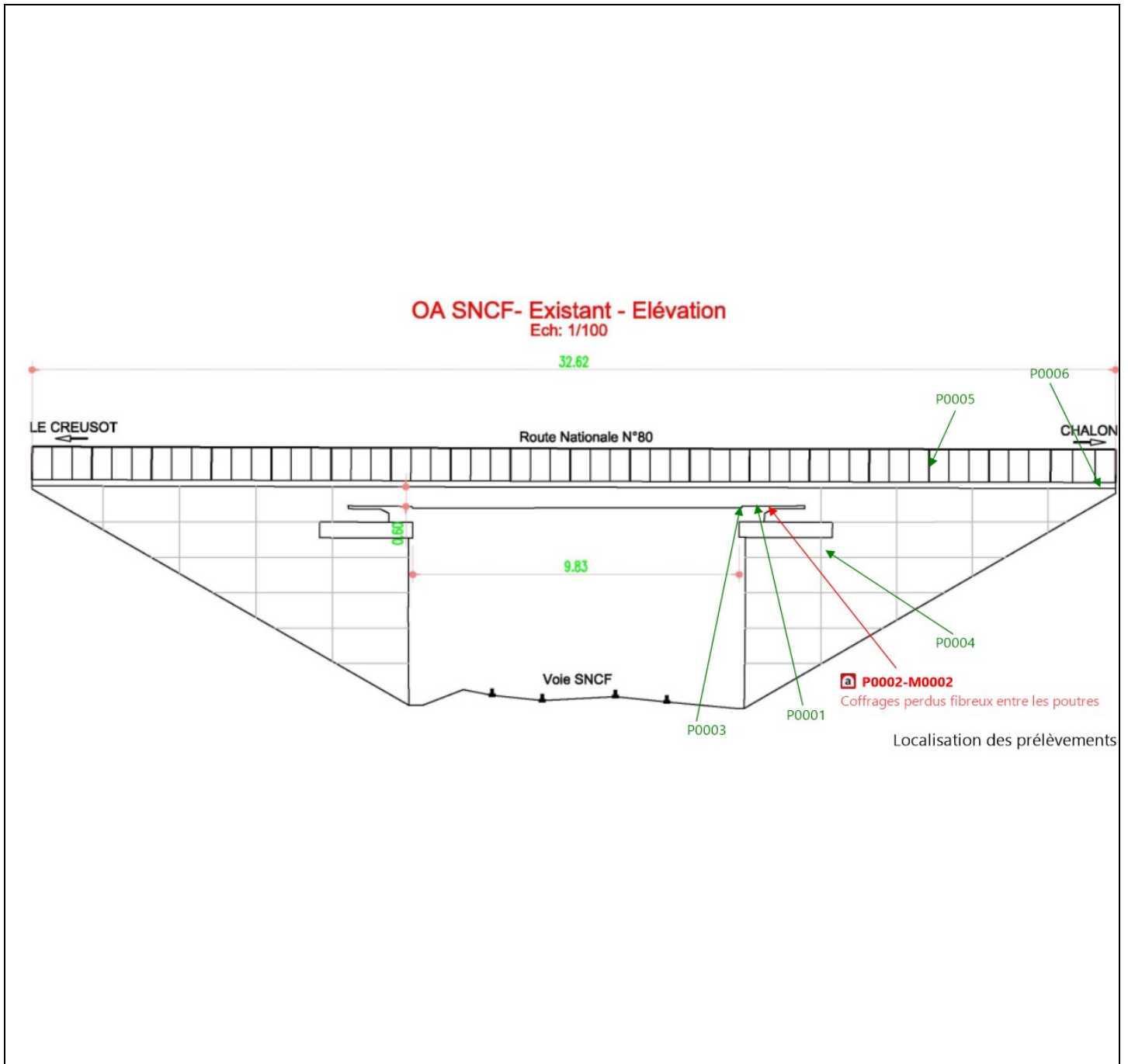
La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document ne sont pas couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole "S".

Eurofins Environment Testing Polska Sp. z o.o.
Al. Wojska Polskiego 90
82-200 Malbork, POLSKA

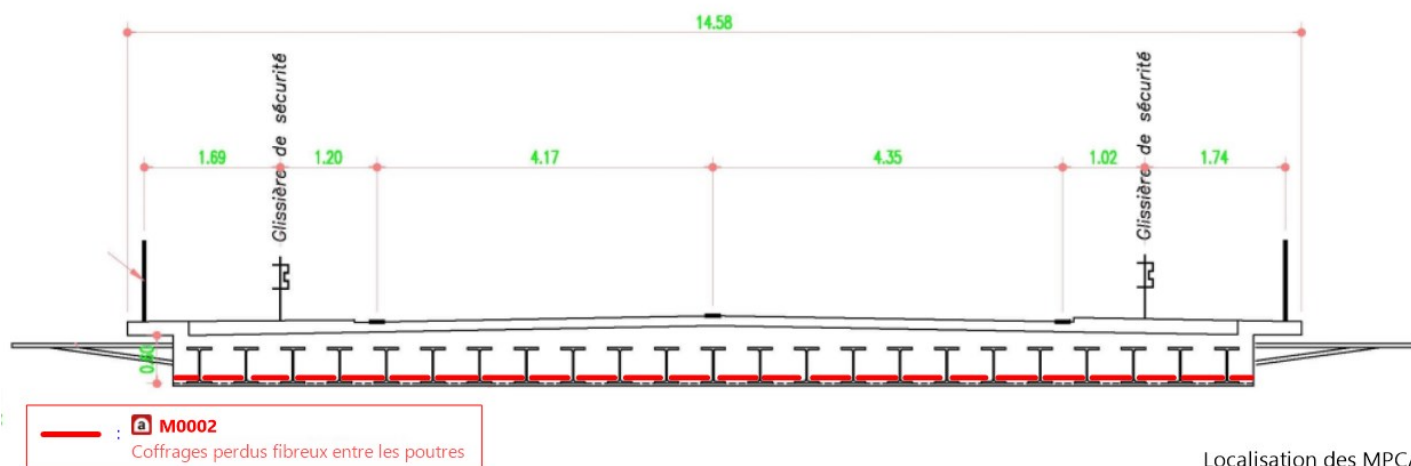


AB 1609

E.4 - Annexe - Planches de repérage



OA SNCF- Existant - Coupe transversale
Ech: 1/50



Légende

 **PXXX / MXXX**

: Prélèvement ou Matériau contenant de l'amiante

PXXX

: Prélèvement ne contenant pas d'amiante

MPCA : Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante

Nom du propriétaire :

SNCF Réseau

Adresse :

15-17 rue Jean-Philippe Rameau

CS 80001

93418

LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX

CERTIFICAT

DE COMPETENCES

Diagnosticteur immobilier certifié

DEKRA Certification SAS certifie que Monsieur

Guillaume DELASTRE

est titulaire du certificat de compétences N° DTI2751 pour :

	DU	AU
- Constat de Risque d'Exposition au Plomb	27/01/2016	26/01/2021
- Diagnostic amiante sans mention	21/11/2014	20/11/2019
- Diagnostic amiante avec mention	22/03/2017	20/11/2019

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

* Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ; Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 08 décembre 2009 et du 13 décembre 2011 ; Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 15 décembre 2009 et 15 décembre 2011 ; Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 10 décembre 2009 et 2 décembre 2011.



Le Directeur Général, Yvan MAINGUY
Bagneux, le 23/05/2017



Numéro d'accréditation :
4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

**ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
DES TECHNICIENS EN DIAGNOSTICS IMMOBILIERS**

Période de validité du **01/07/2017** au **31/12/2017**.

Pour l'application du contrat, on entend par Assuré :

SARL AED EXPERTISES 19 Rue Pablo Neruda 33140 VILLENAVE D'ORNON

SARL AED AMIANTE ET ENVIRONNEMENT 504 Route Nationale 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

La compagnie AXA France IARD, représentée par ses Agents Yves BOUNAN & Jérémie HABIB demeurant 23 Centre Cial Saint Caprais 31240 L'UNION, atteste garantir les sociétés indiquées ci-dessus par contrat **Responsabilité Civile numéro 4869863004**.

Ce contrat permet à l'assuré de satisfaire à l'obligation d'assurance de responsabilité civile résultant des dispositions de l'article R271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation (décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers) pour l'établissement des documents visés à l'article L271-6 du dit Code.

Sont principalement garantis l'établissement des documents suivants :

- Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du CSP.
- L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du code de la Santé Publique.
- L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du CCH.
- L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du CCH.
- Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du CCH.
- L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du CCH.

Sont également garantis l'établissement des dossiers de diagnostics techniques obligatoires visés par l'art. L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation hors vente de bien immobilier :

- Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L 134-1 du CCH.
- L'état des Risques Naturels et Technologiques dans les zones mentionnées à l'art. L. 125-5 du Code de l'Environnement.
- L'état des risques naturels et technologiques prévu à l'article L. 125-5 du Code de l'Environnement.
- Le Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du CSP.
- Le Dossier Technique Amiante (DTA) prévu aux articles L 1334-13 et R₁ 1334-14 et s. du CSP.
- Le repérage amiante prévu à l'art. R 1334-27 du CSP.

Suite Attestation - Contrat numéro 4869863004 :

Sont également garantis l'établissement des dossiers de diagnostics techniques immobiliers non obligatoires lorsque l'assuré réalise à titre accessoire ces mêmes constats et diagnostics en dehors de la constitution du dossier technique, notamment les diagnostics suivants :

- Diagnostic amiante avant travaux,
- Diagnostic amiante avant démolition,
- Diagnostic plomb avant travaux,
- Diagnostic plomb avant démolition,
- Diagnostic termites avant travaux,
- Diagnostic termites avant démolition.

Extension de garantie pour autres missions que celles relatives aux diagnostics techniques immobiliers obligatoires :

- | | |
|--|---|
| ▪ Loi Carrez et calcul des millièmes, | ▪ Contrôle de raccordement au réseau d'assainissement collectif conformément aux dispositions de l'art. L1331-4 du code de la santé publique. |
| ▪ Diagnostic de conformité aux normes de surface et d'habitabilité réalisé dans le cadre du Prêt à Taux Zéro, | ▪ Rédaction des règlements de copropriété dont l'état descriptif de division. |
| ▪ Etat de conformité de la sécurité des piscines, | ▪ Calcul des tantièmes, |
| ▪ Etat des lieux locatif, | ▪ Contrôle de la sécurité de l'installation électrique de parties communes d'immeuble selon les critères définis par norme AFNOR XP 16-600. |
| ▪ Diagnostic radon, | ▪ Mesurage Loi Boutin prévu par la Loi n°2009-323 du 25 mars 2009 |
| ▪ Diagnostic relatif à la présence d'insectes xylophages (autres que termites) et champignons lignivores, | ▪ Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition des bâtiments visé par l'arrêté du 19/12/2011 et le décret 2011-610 du 31/05/2011. |
| ▪ Diagnostic réglementaire d'accessibilité handicapés dans le cadre de la loi du 11/02/2005. | |
| ▪ Etat des lieux « Loi Scellier » conformément au code général des impôts et à l'arrêté du 19/12/2003. | |
| ▪ Etat des installations d'assainissement non collectif mentionné à l'art. L 1331-11-1 du code de la santé publique. | |

Ces extensions sont accordées dans les termes et limites du contrat à concurrence des montants indiqués dans le tableau « montant des garanties et des franchises » des conditions particulières du contrat.

La présente attestation étant délivrée conformément au contrat auquel elle se réfère sans préjudice des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

La présente attestation ne peut engager AXA FRANCE IARD au-delà des conditions et limites du contrat auquel elle se réfère.

L'Union, le 4 juillet 2017
Y. BOUNAN J. HABIB

